LES ENJEUX

PARIS SPORTIFS

Affaire Elye Wahi : carton jaune et paris suspects

Antoine DUGAST
Publié le 30 juin 2026 . Lecture estimée : 4 min

Un carton jaune dans un Nice-Metz sans enjeu apparent, le 17 mai 2026, et un volume de mises repéré à l'international : l'affaire Elye Wahi montre comment la surveillance des paris déclenche une procédure pénale.

Le 17 mai 2026, lors de la 34e journée de Ligue 1, Nice et Metz se quittent sur un 0-0. À la 35e minute, Elye Wahi, attaquant niçois prêté par l'Eintracht Francfort, écope d'un carton jaune pour une faute sur Sadibou Sané. Le 29 mai, le joueur est placé en garde à vue, puis remis en liberté.

Le même jour, la Ligue de Football Professionnel (LFP) dépose une plainte contre X pour corruption sportive et escroquerie en bande organisée. Le parquet de Marseille a confirmé une enquête pour fraude organisée, corruption sportive, recel et blanchiment. Aucune mise en examen n'a été prononcée, et Wahi bénéficie de la présomption d'innocence.

Néanmoins, en raison des soupçons qui entoure le joueur, ce dernier n'a pas pu rejoindre le Canada pour le deuxième match de la Côte d'Ivoire, faute d'autorisation d'entrée sur le territoire. Selon plusieurs sources, un second joueur de Ligue 1, présent au Mondial, serait également visé.

Elye Wahi lors de son premier match de coupe du monde 2026.

Le signalement part des marchés de paris

La LFP indique avoir été alertée par ses partenaires de surveillance des marchés. Ils ont détecté un volume inhabituel de mises à l'international sur un avertissement de Wahi.

La Ligue a transmis ces éléments à trois institutions : le Service Central des Courses et Jeux (SCCJ) de la police nationale, l'ANJ et la Fédération Française de Football. C'est la chaîne d'intégrité française qui s'active. Aucun signal ne vient du terrain, où la faute paraissait banale. Le dossier naît du registre des paris, pas du jeu.

Pourquoi les marchés sur les cartons sont exposés

Le carton jaune est un produit de pari à part. Un joueur maîtrise largement le fait de commettre une faute sanctionnable, contrairement au score final. La mise unitaire reste faible, ce qui attire moins l'attention qu'un gros volume sur un résultat.

Fabriquer un avertissement demande un seul acteur. Truquer un match en demande beaucoup. Ce déséquilibre fait des micro-marchés sur les cartons une cible facile pour le spot-fixing, ce truquage d'un événement isolé sans toucher au résultat.

Le précédent Paqueta : prouver l'intention

En mai 2024, la fédération anglaise inculpe le milieu de West Ham de quatre chefs de spot-fixing. Elle lui reproche d'avoir provoqué des cartons jaunes dans quatre matchs de Premier League, entre novembre 2022 et août 2023, au profit de parieurs.

Une commission indépendante a écarté les quatre charges, jugées non prouvées, et la fédération n'a pas fait appel le 3 septembre 2025. La décision, longue de 314 pages, a clos la plus longue audience disciplinaire de l'histoire de l'instance. Paqueta n'a été sanctionné que sur deux manquements à l'obligation de coopérer. Les mises en cause portaient sur des montants modestes, de 7 à 400 livres.

Un schéma de paris anormal suffit à ouvrir une enquête, rarement à prouver l'intention. Et les dégâts collatéraux sont réels : un transfert de 85 millions de livres vers Manchester City avorté, et deux ans de procédure.

Paqueta sous investigation de la FA

Un dossier en pleine Coupe du Monde

En France, la liste sport de l'ANJ n'autorise pas les paris sur les cartons. Le principe a été fixé lors de la refonte décidée le 21 décembre 2023, entrée en vigueur le 1er mars 2024. Il écarte les paris sur les actions négatives et ceux sans réel enjeu sportif. Le volume suspect sur l'avertissement de Wahi a donc été détecté à l'international, pas sur le marché français.

La règle vise précisément ce scénario : un joueur peut provoquer son propre carton, là où truquer un résultat reste lourd et visible. L'affaire valide l'approche restrictive française, souvent présentée comme un frein à l'attractivité de l'offre. Sur les cartons, le marché régulé est tenu à l'écart du risque.

Le Mondial 2026 aligne 104 matchs, autant d'occasions de surveillance et de signalements. Les régulateurs européens avaient déjà placé l'intégrité au cœur de leur déclaration commune du 17 juin 2026. Elle visait aussi la fraude d'initié sur les marchés prédictifs, dont cette affaire est une illustration.